

Annnonce de recrutement ref. jurist-010322

Fonction : Juriste en droit des étrangers au sein de la Plateforme départementale d'accompagnement des ménages hébergés à l'hôtel

Nb. postes : 1

Le groupement

30 ans de lutte sur le terrain contre l'exclusion

Le Samusocial de Paris est un acteur central de la lutte contre l'exclusion. Aller vers, accueillir, soigner et héberger les personnes et les familles en grande précarité sont au cœur de ses missions depuis trente ans. Organisé en Groupement d'Intérêt Public, il fédère les énergies d'équipes de professionnel.les et de partenaires publics et privés, autour de valeurs communes : l'égalité entre tous les individus, la solidarité collective pour venir en aide à toute personne en situation d'exclusion, la dignité pour toutes et tous.

L'environnement

Près de 3000 ménages représentant environ 7.000 personnes sont actuellement hébergés par à l'hôtel à Paris sur orientation du SIAO. La moitié d'entre eux est à l'hôtel depuis plus de deux ans. Pourtant un quart de ces ménages ne bénéficie pas d'accompagnement social et la moitié d'entre eux n'a pas d'évaluation sociale ni de préconisation à jour dans le SI SIAO. Par ailleurs, les différentes plateformes existantes ont des modalités d'intervention différentes, peu compréhensibles pour les personnes hébergées.

Au vu de ces constats, l'État a souhaité confier le suivi et/ou l'accompagnement social des ménages hébergés à l'hôtel dans un même département à un opérateur unique quel que soit le SIAO orienteur. Un appel à candidature a été lancé en ce sens par les UD-DRIHL / UD-DDCS en janvier 2020, pour une mise en œuvre effective prévue en janvier 2021 pour la plateforme du 75. La candidature du Samusocial de Paris (SSP) a été retenue pour le territoire de Paris.

La réponse du SSP à cet appel à projet s'est notamment appuyée sur le projet OPALE, expérimentation de mobilisation exceptionnelle auprès de 200 familles hébergées à Paris et séjournant à l'hôtel depuis plus de 4 ans, bénéficiant d'un accompagnement pluridisciplinaire réunissant des travailleurs sociaux, des conseillers en insertion professionnelle, des juristes spécialisés en droit des étrangers et un psychologue.

En janvier 2021, a ainsi été créée au sein du SSP une plateforme de 50 professionnels chargée de l'accompagnement des ménages vivant à l'hôtel. Cet accompagnement a pour objectif premier de faciliter, le plus rapidement possible, la sortie de l'hôtel des personnes hébergées vers le logement et l'emploi. Pour cela, la plateforme s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire constituée de travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, conseillers en économie sociale et familiale, assistants de service social, techniciens de l'intervention sociale et familiale), de juristes en droit des étrangers et de conseillers en insertion professionnelle.

La mission

Après avoir réalisé un diagnostic de la situation des ménages accompagnés, l'équipe leur propose un accompagnement personnalisé en vue de la formalisation et de la réalisation de leurs projets d'accès au logement et à l'emploi, ce qui passe notamment, sur le plan juridique, par une aide à la régularisation administrative des personnes concernées.

Le poste

Sous l'autorité de la responsable juridique pour l'accès aux droits des étrangers, vous intégrerez pleinement l'équipe pluridisciplinaire composée notamment de 6 autres juristes :

- Vous réalisez l'évaluation juridique de ressortissants étrangers hébergés à l'hôtel.
- Vous assurez le suivi juridique d'un certain nombre de ces ressortissants afin d'apporter toutes les réponses

juridiques possibles en vue de leur régularisation et de les accompagner dans de telles démarches (gestion de la phase précontentieuse et contentieuse, suivi et respect des délais, accompagnements en préfecture, accompagnement dans la demande d'asile, visites en hôtel, etc.).

- Vous élaborez des stratégies juridiques.
- Vous participez aux réunions d'équipe pluridisciplinaires et juridiques.
- Vous êtes en charge de la prise de contact et du lien avec des avocats dans le cadre de procédures contentieuses.
- Vous participez à des sessions d'information juridique adaptées aux besoins rencontrés par les travailleurs sociaux et/ou conseillers en insertion professionnelle.

Vous interviendrez principalement en droit des étrangers mais devrez également être capable de travailler dans d'autres matières (droit de la famille, droit au logement, droit des prestations sociales, etc.).

L'expérience

Vous disposez d'une expérience de 2 ans dans le domaine du droit au séjour et de l'accès aux droits.

Les compétences

- Vous avez une parfaite maîtrise du droit des étrangers et du contentieux administratif correspondant.
- Vous avez un réel intérêt pour les thématiques afférentes aux droits des personnes en situation d'exclusion (droit de la famille, droit au logement, droit des prestations sociales, etc.).
- Vous êtes reconnu·e pour votre esprit d'analyse et de synthèse, votre réactivité et sens de l'organisation.
- Vous disposez d'un bon contact humain et d'une volonté d'aller vers un public en situation d'isolement.
- Vous disposez d'une bonne aptitude à travailler en équipe et dans l'urgence.
- Vous maîtrisez les outils informatiques.

Le contrat

Nombre de postes : nous avons 1 poste à pourvoir.

Date de prise de poste envisagée : 1er avril 2022

Type de contrat proposé : contrat à durée déterminée de 5 mois dans le cadre d'un remplacement de congé maternité.

Statut du poste : cadre.

Temps de travail et horaires : cadre au forfait jour avec acquisition de 15 RTT par an.

Rémunération et avantages : rémunération brute mensuelle à partir de 2 430 €. Une reprise partielle de votre expérience sera étudiée.

Vous bénéficierez également :

- d'une indemnité pour vos repas.
- d'une mutuelle attractive.
- d'une prise en charge de votre titre de transport à hauteur de 50%.
- des prestations des œuvres sociales dès 6 mois d'ancienneté.

Lieu du poste et déplacements : votre lieu d'activité sera le site Lolive (Métro Église de Pantin).

Des déplacements sont à prévoir dans Paris et sa petite couronne.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser votre CV et une lettre de motivation à l'attention de Madame Hélène CARRE, Responsable juridique pour l'accès au droit des étrangers, avant le 15 mars 2022.